
COMMUNE DE SAINT-BERNARD-DU-TOUVET
MODIFICATION N°1 DU PLU

Rapport justificatif de la modification

NOVEMBRE 2018



PRÉAMBULE

DOCUMENT D'URBANISME EN VIGUEUR

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Bernard-du-Touvet a été approuvé par délibération du Conseil Municipal le 18 décembre 2013. Son application n'a pas mis à jour de difficultés majeures dans l'instruction et la délivrance des autorisations de construire de nature à remettre en cause les priorités et objectifs définis par la commune. Pour rappel, ces objectifs d'aménagement affichés dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) s'organisent autour de 6 grands orientations :

Orientation n °1 : Structurer le développement communal à travers une mise en œuvre des principes de durabilité.

- Maîtriser et organiser la croissance démographique de la commune en respectant les objectifs du PLH et les orientations du SCOT.
- Hiérarchiser le développement de la commune en fonction des caractéristiques des hameaux.
- Renforcer la centralité des Pelloux en affirmant notamment sa dimension institutionnelle de Chef-Lieu.
- Privilégier l'urbanisation des dents creuses afin de maintenir l'identité des hameaux. Eviter l'étalement urbain et limiter le développement linéaire le long des voies. Modérer la consommation foncière.
- Agir en faveur de l'équilibre social et intergénérationnel en proposant une offre en logements adaptés aux besoins.
- Favoriser la réhabilitation.
- Soutenir le développement d'habitat bioclimatique.
- Favoriser le développement de la couverture numérique.

Orientation n °2 : Préserver le cadre de vie des habitants en assurant la pérennité de l'identité paysagère et patrimoniale de Saint Bernard.

- Maintenir les cordons boisés entre les hameaux véritables coupures vertes spécifiques.
- Préserver les trames bleues et les trames vertes de la commune pour leurs rôles de biotopes et leurs rôles paysager.
- Mener une réflexion paysagère dans le développement de l'habitat.
- Créer des espaces publics de rencontres autour du patrimoine afin de renforcer les liens sociaux.

Orientation n°3 : Pérenniser les terres et les activités agricoles pour leurs rôles, agronomiques, économiques et paysagers et environnemental.

- Pérenniser les activités agricoles existantes en fixant des limites claires à l'urbanisation.

-
- Favoriser l'implantation de nouvelles exploitations agricoles en anticipant sur les localisations les plus favorables.
 - Protéger les terres agricoles à fortes valeurs paysagères et agronomiques.
 - Donner les conditions favorables à une agriculture qui façonne les paysages en évitant les friches et le développement forestier non maîtrisé.
 - Intégrer dans la problématique les déplacements agricoles.
 - Diversifier l'activité agricole par le développement de filières courtes.

Orientation n°4 : Donner les conditions favorables à des déplacements alternatifs (bus-cycles-piétons) tout en intégrant les problématiques liés à la voiture individuelle.

- Développer un maillage efficace en déplacements doux (cycles et piétons) à l'échelle du plateau.
- Permettre des déplacements sécurisés et adaptés pour les piétons à l'échelle des hameaux de Saint Bernard du Touvet.
- Aménager des espaces adaptés et intégrés pour le déneigement et la collecte des déchets.
- Intégrer la problématique du stationnement dans le cadre de l'existant et des nouveaux projets.

Orientation n°5 : Conforter la dimension touristique et de loisirs de la commune notamment en valorisant le col de Marcieu en tant que station multi activités de proximité.

- Donner les conditions à un développement intégré et maîtrisé de la station du col de Marcieu.
- Intégrer le développement d'un accueil touristique adapté au contexte.
- Pérenniser et développer des emplois à travers le tourisme et les activités de loisirs (restauration-activités-services).
- Intégrer la problématique du stationnement dans le cadre de l'existant et des nouveaux projets.

Orientation n°6 : Permettre le développement d'un tissu économique local (artisanat – commerces –services). Mettre en corrélation les besoins de la population et l'évolution des équipements publics.

- Donner les conditions favorables à l'implantation d'activités économiques de taille limitée dans les hameaux.
- Anticiper l'implantation d'activités économiques de taille moyenne (petite zone artisanale).
- Prévoir l'extension /création d'équipements publics et intégrer la problématique des communications numériques.
- Intégrer les critères de la qualité environnementale dans les projets de gestion et de développement de la commune.

OBJET DE LA MODIFICATION

Après 5 ans d'application, la commune a identifié un certain nombre d'incohérences ou d'imprécisions dans son PLU. Ainsi, pour faciliter l'élaboration des projets et l'instruction des autorisations d'urbanisme les élus souhaitent procéder aux modifications suivantes :

Les évolutions dans le règlement écrit :

Modification n°1 : Implantation des abris en zones : Ub et Ut

Modification n°2 : Précision concernant la construction des annexes dans la zone Ah.

Modification n°3 : Corrections concernant les toitures (articles U11, AU11, A11).

Modification n°4 : Compléter le lexique : préciser les notions : « annexes » et « emprise au sol d'une construction ».

Les évolutions dans le règlement graphique :

Modification n°5 : Concernant le déneigement :

- n°5.1 : Création de l'emplacement réservé n°19, en zone Ua, pour le **stockage de neige** – dans le secteur les Pelloux.
- n°5.2 : Création de l'emplacement réservé n°20 sur le chemin des Evêques, en zone Ua pour le **stockage de neige** – dans le secteur les Pelloux.
- n°5.3 : Création de l'emplacement réservé n°27, en zone Ub, pour le retournement des engins de **déneigement** - dans le secteur Guillots-le-Haut.
- n°5.4 : Création de l'emplacement réservé n°28, en zone Ub, pour le **stockage de neige** - dans le secteur Bâti-Bas.
- n°5.5 : Relocalisation de l'emplacement réservé n°3, en zone A, pour le **stockage de neige** et le retournement des engins de déneigement - dans le secteur Bâti-Haut.
- n°5.6 : Création de l'emplacement réservé n°31 en zone Ub, pour le **stockage de neige** et le retournement des engins de déneigement - dans le secteur Bâti-Haut.

Modification n°6 : Concernant les cheminement piétons :

- n°6.1 : Création de l'emplacement réservé n°18 en zone As, pour compléter l'itinéraire de **cheminement sécurisé** - dans le secteur les Pelloux.
- n°6.2 : Création des emplacements réservés n°23, 25 et 26 en zone Ub, pour le **cheminement piéton** - dans le secteur Guillots-le-Haut.
- n°6.3 : Création de l'emplacement réservé n°29, en zone Ua, pour le **cheminement piéton** - dans le secteur Bâti-Bas.
- n°6.4 : Création de l'emplacement réservé n°32, en zone Ub, pour le **cheminement piéton** - dans le secteur le Prayer.

Modification n°7 : Concernant les stationnements et la circulation :

- n°7.1 : Extension de l'emplacement réservé n°17, dédié au **stationnement** (zone Ua et Ub) - dans le secteur le Prayer.
- n°7.2 : Création de l'emplacement réservé n°21, le long de la RD30 en zone Ua, pour le **stationnement** et pour sécuriser la circulation - dans le secteur les Pelloux.
- n°7.3 : Création de l'emplacement réservé n°24, en zone Ub, pour le **stationnement** - dans le secteur Guillots-le-Haut.

-
- n°7.4 : Création de l'emplacement réservé n°22, en zone Ua, pour **sécuriser la circulation** - dans le secteur les Pelloux.
 - n°7.5 : Prolongement de l'emplacement réservé n°8, le long de la RD30 en zone Ua, pour l'élargissement de la voirie afin de **sécuriser la circulation** - dans le secteur les Pelloux.

Modification n°8 : Création de l'emplacement réservé n°30, en zone Ub, **pour l'abribus** - dans le secteur Bâti-Bas.

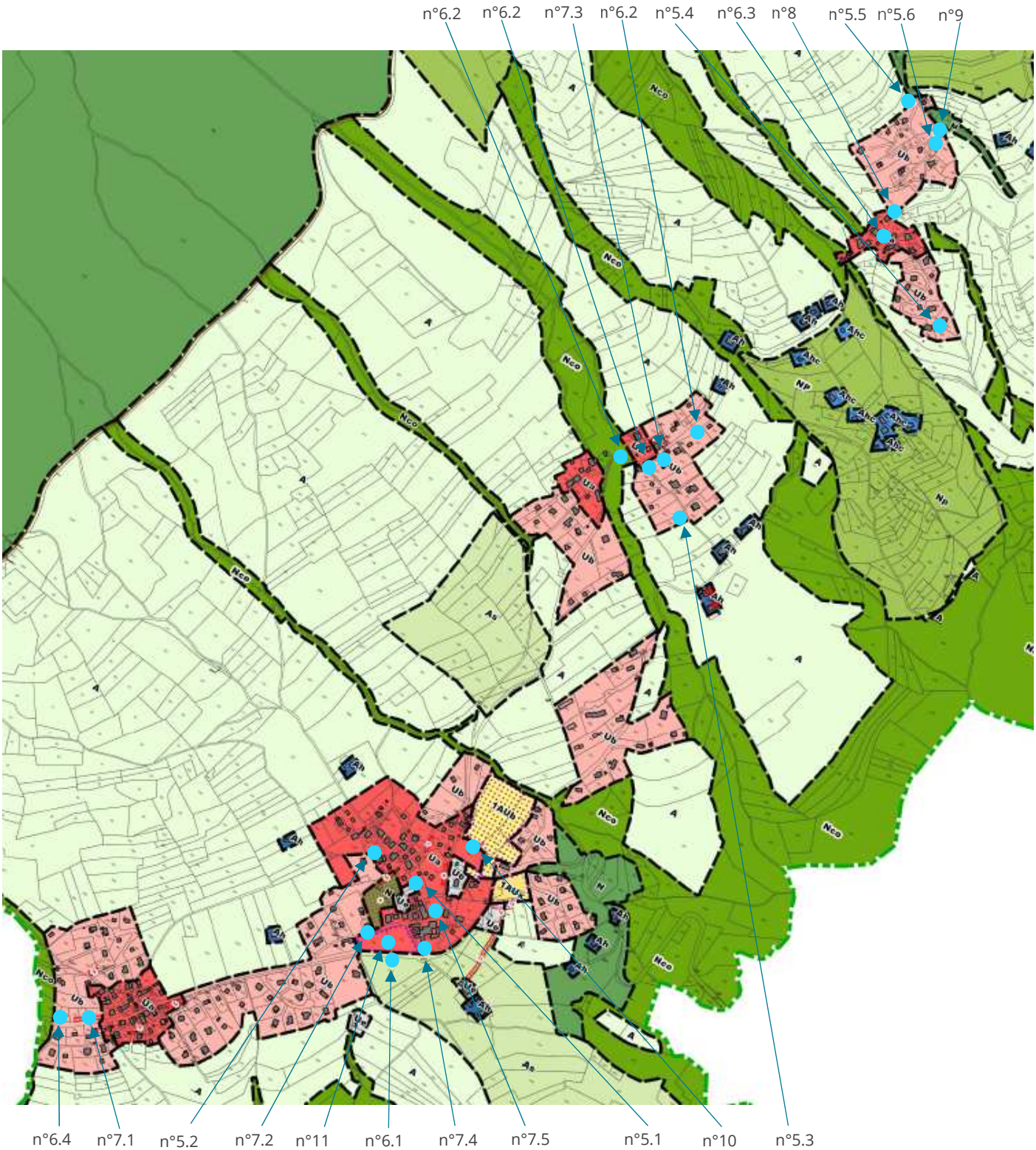
Modification n°9 : Relocalisation de l'emplacement réservé n°4 en zone Ub, pour le **réservoir d'eau** - dans le secteur Bâti-Haut.

Les évolutions dans les OAP (Orientation d'Aménagement et de Programmation) :

Modification n°10 : Concernant l'OAP n°1, dans la zone 1AUb : Faire évoluer les orientations et intégrer une parcelle attenante.

Modification n°11 : Concernant l'OAP n°2, dans la zone Ua : Faire évoluer les orientations.

LOCALISATION DES MODIFICATIONS SUR LE REGLEMENT GRAPHIQUE



CHOIX DE LA PROCEDURE

Le PLU peut faire l'objet d'évolutions dans les conditions définies aux articles L153-36 à L153-44 du Code de l'Urbanisme. La procédure de modification a donc été retenue dans la mesure où les évolutions envisagées n'ont pas pour effet :

- de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.
- d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

La procédure administrative (et façon dont l'enquête publique s'insère dans la procédure)

Les modifications envisagées rentrent dans le cadre de l'article L153-41 à L153-44 du Code de l'Urbanisme.

La procédure de modification est conduite par le Maire de la commune de Saint-Bernard-du-Touvet, à partir d'un dossier constitué par :

- une note de présentation faisant état des évolutions envisagées et de leur justification ;
- les pièces modifiées du PLU, à savoir : le règlement graphique et le règlement écrit, l'OAP.

Conformément à l'article L153-40 du Code de l'Urbanisme : « avant l'ouverture de l'enquête publique, le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 » (Etat, Région, Département, Communauté de Communes du Grésivaudan (au titre d'autorité organisatrice des transports et d'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de Programme Local de l'Habitat), chambre de commerce et d'industrie territoriale, chambre de métiers, chambre d'agriculture, Etablissement Public en charge du Schéma de Cohérence Territoriale de la Région Urbaine de Grenoble).

Avant l'ouverture de l'enquête publique, l'avis de de l'Autorité Environnementale est également nécessaire.

La demande d'examen au cas par cas auprès de l'Autorité Environnementale

Toute procédure de modification de PLU doit faire l'objet d'une demande d'examen au cas par cas auprès de l'Autorité Environnementale qui dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception des informations mentionnées à l'article R104-30 du Code de l'Urbanisme pour notifier à la personne publique responsable, la décision de soumettre ou non à une évaluation environnementale la procédure d'évolution affectant le PLU. Cette décision est motivée ; l'absence de décision au terme de ce délai vaut obligation de réaliser une évaluation environnementale. A noter que, conformément à l'article R123-8 du Code de l'Environnement, la décision de l'autorité environnementale ne soumettant pas le plan à évaluation environnementale doit être jointe au dossier d'enquête publique.

L'enquête publique

La modification du PLU est soumise à enquête publique conformément aux dispositions de l'article L.153-41 du Code de l'Urbanisme qui renvoie au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'Environnement, aux articles L.123-1 à L.123-19 du code de l'Environnement et articles R123-1 à R123-27 du Code de l'Environnement.

Les textes régissant l'enquête publique au titre du code de l'urbanisme

L'enquête publique est organisée dans le cadre de l'article L.153-41 du Code de l'Urbanisme qui dispose que : « Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

- soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ».

Après notification du dossier aux personnes publiques associées, et suite à la réception de l'avis de l'autorité environnementale dans le cadre d'une demande d'examen au cas par cas, une enquête publique d'une durée de 15 ou 30 jours¹ est organisée. Il s'agit pour la population de faire part de ses observations et de ses remarques sur le projet qui lui est soumis. Cette enquête publique est organisée par la commune après que cette dernière a sollicité, auprès du Tribunal Administratif, la désignation d'un commissaire enquêteur. A l'issue de cette enquête, le commissaire enquêteur dispose d'un délai de 30 jours pour remettre son rapport et ses conclusions motivées - favorables ou non - sur la modification du PLU.

Enfin, le projet de modification, éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui seront joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur est approuvé par délibération du Conseil Municipal.

Les textes régissant l'enquête publique au titre du code de l'environnement

L'enquête publique est régie par les dispositions du chapitre 3, du titre 2, du livre 1^{er} du code de l'environnement (consultable sur le site www.legifrance.gouv.fr, à la rubrique code de l'environnement) :

- Section 1 : Champ d'application de l'enquête publique (art. L. 123-1 et L. 123-2 ; art. R. 123-1) ;
- Section 2 : Procédure et déroulement de l'enquête publique (art. L. 123-3 à L. 123-19 ; art. R. 123-2)
 - Sous-section 1 : Ouverture et organisation de l'enquête (art. R. 123-3)
 - Sous-section 2 : Personnes susceptibles d'exercer les fonctions de commissaire enquêteur (art. R. 123-4)

¹ Selon l'article L. 123-9 du Code de l'Environnement, la durée de l'enquête est fixée à 30 jours pour les projets, plans et programmes faisant l'objet d'une évaluation environnementale. Dans le cas contraire, le délai peut être ramené à 15 jours.

-
- Sous-section 3 : Désignation du commissaire enquêteur ou d'une commission d'enquête (art. R. 123-5)
 - Sous-section 4 : Durée de l'enquête (art. R. 123-6)
 - Sous-section 5 : Enquête publique unique (art. R. 123-7)
 - Sous-section 6 : Composition du dossier d'enquête (art. R. 123-8)
 - Sous-section 7 : Organisation de l'enquête (art. R. 123-9)
 - Sous-section 8 : Jours et heures de l'enquête (art. R. 123-10)
 - Sous-section 9 : Publicité de l'enquête (art. R. 123-11)
 - Sous-section 10 : Information des communes (art. R. 123-12)
 - Sous-section 11 : Observations, propositions et contre-propositions du public (art. R. 123-13)
 - Sous-section 12 : Communication de documents à la demande du commissaire enquêteur (art. R. 123-14)
 - Sous-section 13 : Visite des lieux par le commissaire enquêteur (art. R. 123-15)
 - Sous-section 14 : Audition de personnes par le commissaire enquêteur (art. R. 123-16)
 - Sous-section 15 : Réunion d'information et d'échange avec le public (art. R. 123-17)
 - Sous-section 16 : Clôture de l'enquête (art. R. 123-18)
 - Sous-section 17 : Rapport et conclusions (Articles R123-19 à R123-21)
 - Sous-section 18 : Suspension de l'enquête (art. R. 123-22)
 - Sous-section 19 : Enquête complémentaire (art. R. 123-23)
 - Sous-section 20 : Prorogation de la durée de validité d'une enquête publique (art. R. 123-24)
 - Sous-section 21 : Indemnisation du commissaire enquêteur (art. R. 123-25 à R. 123-27)

SOMMAIRE

DOCUMENT D'URBANISME EN VIGUEUR	2
OBJET DE LA MODIFICATION	4
LOCALISATION DES MODIFICATIONS SUR LE REGLEMENT GRAPHIQUE.....	6
CHOIX DE LA PROCEDURE	7
La procédure administrative (et pfaçon dont l'enquête publique s'insère dans la procédure) ...	7
La demande d'examen au cas par cas auprès de l'Autorité Environnementale	7
L'enquête publique.....	8
EVOLUTION REGLEMENTAIRES DANS LE REGLEMENT ECRIT	11
Modification n°1 :.....	11
Modification n°2 :.....	12
Modification n°3 :.....	13
Modification n°4 :.....	15
EVOLUTIONS DANS LE REGLEMENT GRAPHIQUE.....	16
Modification n°5 :.....	16
Modification n°6 :.....	17
Modification n°7 :.....	18
Modification n°8 :.....	19
Modification n°9 :.....	19
EVOLUTIONS DANS LES OAP	25
Modification n°10 :.....	26
Modification n°11 :.....	29
EVOLUTION DES SURFACES.	33
EVOLUTION DES EMPLACEMENTS RESERVES	34
INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT	36

EVOLUTION REGLEMENTAIRES DANS LE REGLEMENT ECRIT

Modification n°1 : Implantation des abris en zones : Ub et Ut

L'article U6 (Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques) dispose qu'en zones Ub et Ut, les constructions nouvelles devront être édifiées à une distance minimale de 4 mètres par rapport à l'emprise de la voie départementale ainsi que des voies communales.

Les parties des tènements libérés par ces reculements sont souvent occupés pour stocker des objets différents (par exemple : le bois de chauffage, des voitures...) indispensables pour le bon fonctionnement de l'habitation. Afin de pouvoir optimiser ces marges de reculement, les élus proposent d'y autoriser l'aménagement des abris pouvant servir au stockage mieux organisé, au bénéfice aussi de l'aspect extérieur plus soigné des constructions.

Ces abris couverts et ouverts, dont les surfaces ne dépasseront pas 20 m² d'emprise au sol (par habitation) et les hauteurs n'excéderont pas 3,5 m à l'égout du toit.

Pour prendre en compte ce changement une modification sera apportée au règlement du PLU :

- Article n° 2 : Occupations ou utilisations du sol soumises à des conditions particulières,
- Article n° 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques,
- Article n° 9 : Emprise au sol,
- Article n° 10 : Hauteur des constructions,
- Article n° 11 : Aspect extérieur des constructions,
- Lexique : pour définir la notion « d'abris ».

Les versions du règlement du PLU « avant modification » et « après modification » sont jointes en annexe.

Modification n°2 : Précision concernant la construction des annexes dans la zone Ah.

La zone A, agricole, concerne les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole sont seules autorisées en zone A (article R123-7 du code de l'urbanisme). Cette zone comporte le secteur Ah, qui concerne des bâtiments habités ou non, dont les extensions sont limitées. Selon l'article n°2 du règlement :

Dans ce secteur sont admises les aménagements des bâtiments principaux ou annexes dans leurs volumes existants, les extensions, les changements de destinations, sont autorisés dans la mesure où :

- *l'alimentation en eau potable est possible par le réseau public*
- *le stationnement des véhicules correspondant aux besoins de l'opération projetée est assuré en dehors des voies publiques*
- *où la superficie de l'extension (du bâtiment principal uniquement) ne dépasse pas 50m² de surfaces de plancher dans une limite (profondeur) de 10m par rapport à l'emprise du bâtiment existant.*

Les élus constatent que les dispositions du règlement en vigueur ne sont pas assez précises concernant le secteur Ah et il souhaite le compléter. En effet, les notions « d'extensions » et « d'annexes » se confondent parfois :

- Dans l'article n°1 (Occupations ou utilisations du sol interdites), les exceptions citées dans l'article n°2 (extensions...) ne sont pas citées – donc elles sont interdites.
- Dans l'article n°2 (Occupations ou utilisations du sol soumises à des conditions particulières), on parle « d'extensions » et non « d'annexes »,
- Dans l'article n°7 (implantation des constructions par rapport aux limites séparatives), on parle « d'annexes » et non « d'extensions »,
- Dans l'article n°10 (Hauteur des constructions), on parle « d'annexes » et non « d'extensions ».

Pour éviter tout problème d'interprétation erronée dans le cadre de l'instruction des autorisations de construire, les élus proposent de compléter l'article n°2 en autorisant la construction aussi bien des **extensions** que des **annexes**. Par conséquent la rédaction de l'article de l'article n°2 pour le secteur Ah sera la suivante :

Dans ce secteur sont admises les aménagements des bâtiments principaux ou annexes dans leurs volumes existants, les extensions, les changements de destinations, et les nouvelles annexes, sont autorisés dans la mesure où :

- *l'alimentation en eau potable est possible par le réseau public*
- *le stationnement des véhicules correspondant aux besoins de l'opération projetée est assuré en dehors des voies publiques*
- *où la superficie de l'extension **ou de la nouvelle annexe** (du bâtiment principal uniquement) ne dépasse pas 50m² de surfaces de plancher dans une limite (profondeur) de 10m par rapport à l'emprise du bâtiment existant.*

Pour tenir compte de l'autorisation des constructions « d'extensions » et « d'annexes » l'article A1 du règlement est aussi complété.

Pour prendre en compte ce changement une modification sera apportée au règlement du PLU. Les versions du règlement du PLU « avant modification » et « après modification » sont jointes en annexe.

Modification n°3 : Corrections concernant les toitures.

La topographie montagnarde procure de nombreux points de vue et toute construction peut avoir un impact visuel déterminant sur la qualité paysagère des lieux. La préservation du cadre de vie des habitants en assurant la pérennité de l'identité paysagère a été identifiée comme étant l'objectif n°2 dans le PADD du PLU de Saint-Bernard-du-Touvet. La forte exposition visuelle du territoire communal incite les élus à parfaire les dispositions actuelles, notamment concernant les annexes et les extensions de constructions existantes ; ainsi que l'installation des panneaux solaires.

Concernant les annexes et les extensions de constructions existantes.

L'aspect de ces petits édicules, nécessaires au bon fonctionnement des habitations, ne peut pas être négligé car ils peuvent composer un ensemble architectural cohérent avec les constructions environnantes.

Dans les articles U11, AU11 et A11 les dispositions concernant les toitures sont les suivantes :

« Toitures des constructions (bâtiment principal et annexes)

- *Le respect des constructions environnantes est impératif. Les toits seront à 2 pans à 4 pans de pente égale et leur pente comprise entre 80% et 100%. Les ruptures de pentes sont autorisées en bas de pente seulement*
- *Seules les fenêtres intégrées au pan de toiture sont autorisées.*
- *Les toitures terrasses sont autorisées si elles s'intègrent à leur environnement.*
- *S'il y a débord de toit, il est fixé à un 0,60 m minimum.*
- *Concernant seulement la zone A : Pour les constructions à usage agricole, une pente de toit est admise jusqu'à 35%. »*

1. Les élus constatent aussi que le 1^{er} alinéa du règlement précité comporte une faute qui nuit à la lecture compréhensible et souhaite le corriger. Pour la bonne compréhension du texte ils proposent d'inclure « **soit** » qui marque deux alternatives :

*« ... **soit** à 2 pans **soit** à 4 pans... »*

2. Les élus souhaitent aussi apporter les précisions suivantes dans les articles U11, AU11 et A11 :

- **Concernant les annexes :**

- *De toitures à 1 pan sont autorisés,*
- *Pour les annexes inférieures à 20m² d'emprise au sol, la pente de toit pourra être inférieure à 80%, et à 60% dans la zone A.*

- **Concernant les extensions :**

- *Si l'extension est accolée au mur du pignon : le toit de l'extension doit avoir la même pente que le toit de la construction existante.*
- *Dans le cas d'extension d'une annexe accolée possédant un toit à 2 pans ou à 4 pans : les pans du toit de l'extension doivent respecter la pente de toiture de la construction existante.*
- *Dans le cas d'extension d'une annexe à 1 pan, la pente de toit pourra être inférieure à 80% dans les zones U et AU, et à 60% dans la zone A.*

Concernant les panneaux solaires

Dans les articles U11, AU11 et A11 les dispositions concernant les panneaux solaires interdisent leur pose en saillie :

« 7. Panneaux Solaires :

L'implantation de panneaux solaires doit présenter la meilleure implantation possible dans la composition du bâtiment, ou du terrain naturel. Ces éléments devront faire l'objet d'une intégration paysagère harmonieuse.

Ils devront être en harmonie avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, sites et paysages, en respectant le principe suivant :

- « La pose en saillie est interdite. »

Les élus constatent que cette règle n'est pas suffisamment précise et souhaitent la modifier. A présent, elle interdit d'apposer les panneaux solaires par rapport à la surface de la toiture et ne tiens pas compte des installations qui tentent à déborder les limites de la toiture. Pour la bonne compréhension du texte les élus proposent la règle suivante :

- « La pose des panneaux solaires en débord de toiture existante et du faitage est interdite. »

Pour prendre en compte ce changement une modification sera apportée au règlement du PLU. Les versions du règlement du PLU « avant modification » et « après modification » sont jointes en annexe.

Modification n°4 : Compléter le lexique : Préciser les notions : « annexes » et « emprise au sol d'une construction ».

Concernant la notion « annexes »

Dans le lexique du règlement du PLU la notion « d'annexe » est expliqué de la manière suivante :

ANNEXE : Construction isolée ou accolée au corps principal d'un bâtiment mais constituant, sur un même tènement, un complément fonctionnel à ce bâtiment (abri de jardin, remise, ...).

Cette notion apparait dans les articles A2, A7, A10 et N10.

Par contre dans les articles A7 et AU7 le règlement évoque des « constructions secondaires » qui ne sont pas défini dans le lexique. Même s'il a tendance à considérer ces constructions comme étant des annexes, cette absence de précision peut porter parfois à confusion lors d'instruction des autorisations d'urbanisme.

Afin de clarifier cette situation les élus proposent de remplacer les notions de « constructions secondaires » par la notion « d'annexe » et procède à la redéfinition « d'annexe », qui sera la suivante :

ANNEXE : Une annexe correspond à une construction secondaire, de dimensions réduites et inférieures à la construction principale, dont l'usage est destiné à apporter un complément aux fonctionnalités d'une construction dite principale, à laquelle elle peut être accolée ou non. Lorsque l'annexe est distante de la construction principale, elle doit être implantée selon un éloignement restreint marquant un lien d'usage entre les deux constructions. L'annexe ne doit pas disposer d'accès direct depuis la construction principale

Le terme « annexe » remplace donc, dans l'ensemble du règlement, celui de constructions secondaires.

Concernant la notion « emprise au sol d'une construction »

Dans le lexique du règlement du PLU la notion « d'emprise au sol » est expliquée de la manière suivante :

EMPRISE AU SOL : Surface de terrain occupé par une construction.

Cette description n'est pas satisfaisante. Par exemple : concernant des constructions bâtis sur des poteaux, l'interprétation de la description en vigueur conduit parfois à considérer comme étant « l'emprise au sol » : la surface de la section des poteaux qui reste au contact avec le sol et non celle du toit qui constitue réellement l'abri.

Cette absence de précision peut porter parfois à confusion lors d'instruction des autorisations d'urbanisme.

Afin de clarifier cette situation les élus proposent de remplacer la définition actuelle par la définition suivante :

EMPRISE AU SOL D'UNE CONSTRUCTION : Projection verticale du volume de la construction, tous débords et surplombs inclus. Toutefois, les ornements (exemple : marquises) sont exclus, ainsi que les débords de toiture lorsqu'ils ne sont pas soutenus par des poteaux ou des encorbellements.

Pour prendre en compte ce changement une modification sera apportée au règlement du PLU. Les versions du règlement du PLU « avant modification » et « après modification » sont jointes en annexe.

EVOLUTIONS DANS LE REGLEMENT GRAPHIQUE

Lors de l'élaboration du PLU les élus ont instauré plusieurs emplacements réservés pour éviter qu'un terrain destiné à la réalisation d'un équipement public fasse l'objet d'une utilisation incompatible avec sa destination future. Cette possibilité permet au bénéficiaire de l'emplacement réservé d'empêcher toute utilisation contraire du terrain.

A présent, les élus de Saint-Bernard-du-Touvet souhaitent apporter plusieurs corrections aux emplacements qui sont retenus dans le PLU et de les compléter, concernant :

- le déneigement : modification n°5,
- les cheminements piétons : modification n°6,
- les stationnements : modification n°7,
- la circulation : modification n°8,
- la nécessité de création d'un abribus - dans le secteur Bâti-Bas : modification n°9,
- l'emplacement pour le réservoir d'eau - dans le secteur Bâti-Haut : modification n°10.

En outre, le tableau des emplacements réservés est modifié (voir ci-après).

Modification n°5 : Concernant le déneigement :

La commune de Saint-Bernard-du-Touvet est localisée en grande partie sur le versant sud-est du Massif de la Chartreuse. L'altitude varie de 593 mètres à la sortie du Ruisseau de l'Enversin, jusqu'à 2045 mètres à la Crête des Lances de Malissard. L'essentiel de l'habitat urbain se situe sur des plateaux aux alentours de 1100 mètres et à cette altitude, en l'hiver, la commune est souvent confrontée aux abondantes chutes de neige.

Afin de compléter le dispositif actuel de déneigement, les élus souhaitent créer des emplacements complémentaires pour stocker la neige et relocaliser un emplacement existant nécessaire pour le retournement des engins de déneigement. Ce dispositif est indispensable pour assurer le dégagement et la circulation en sécurité sur les voies publiques. A cet effet, les modifications suivantes sont proposées :

- n°5.1 : Création de l'emplacement réservé n°19, en zone Ua, pour le **stockage de neige** – dans le secteur les Pelloux. Il s'agit de la zone de stockage dans la partie centrale du Bourg, proche d'un parking public existant.
- n°5.2 : Création de l'emplacement réservé n°20 sur le chemin des Evêques, en zone Ua pour le **stockage de neige** – dans le secteur les Pelloux. Pendant plusieurs années, en périodes hivernales, la neige a été stockée sur une partie du chemin d'exploitation (chemin des Evêques). A présent trois maisons ne sont accessibles que par ce chemin qui ne peut plus servir au stockage de la neige. Par ailleurs, le chemin des Evêques pourrait desservir encore d'autres constructions susceptibles d'être bâties sur des tènements attenantes encore disponibles. Cette situation impose la création de l'emplacement réservé n°20 permettant d'éviter, en hiver, l'encombrement du chemin des Evêques.
- n°5.3 : Création de l'emplacement réservé n°27, en zone Ub, pour le retournement des engins de **déneigement** - dans le secteur Guillots-le-Haut.
- n°5.4 : Création de l'emplacement réservé n°28, en zone Ub, pour le **stockage de neige** - dans le secteur Bâti-Bas.
- n°5.5 : Relocalisation de l'emplacement réservé n°3, en zone A, pour le **stockage de neige** et le retournement des engins de déneigement - dans le secteur Bâti-Haut.
- n°5.6 : Création de l'emplacement réservé n°31 en zone Ub, pour le **stockage de neige** et le retournement des engins de déneigement - dans le secteur Bâti-Haut.

Modification n°6 : Concernant les cheminement piétons :

A travers l'orientation n°4 du PADD, la commune de Saint-Bernard-du-Touvet souhaite donner les conditions favorables à des déplacements alternatifs (bus-cycles-piétons) tout en intégrant les problématiques liés à la voiture individuelle. A cet effet, il s'agit :

- De valoriser les PDIPR² existants, permettant de découvrir les paysages et les milieux naturels, pour le tourisme vert et pour les habitants.
- De développer un maillage en connexion douce à l'intérieur et entre les hameaux, de manière privilégiée en site propre ; afin de donner les conditions aux habitants du Plateau, comme aux touristes, d'être en mesure d'avoir une alternative à l'utilisation de la voiture individuelle sur des petits trajets.
- De créer un maillage efficace en connexion douce à l'échelle du Plateau (Saint-Bernard / Saint-Hilaire / Saint-Pancrasse)

En phase avec ces objectifs, les élus proposent les quatre modifications suivantes :

- n°6.1 : Création de l'emplacement réservé n°18 en zone As, pour compléter l'itinéraire de **cheminement sécurisé** - dans le secteur les Pelloux. La commune a procédé aux acquisitions foncières successives pour pouvoir réaliser les cheminements sécurisés le long de la route RD30c. A présent, afin de compléter ces cheminements il est nécessaire d'instaurer l'emplacement réservé en zone As.
- n°6.2 : Création des emplacements réservés pour le **cheminement** piéton pour pouvoir longer en sécurité la route départementale RD30c - dans le secteur Guillots-le-Haut :
 - ER n°23 et 25 en zone Ub,
 - ER 26 en zone Nco,
- n°6.3 : Création de l'emplacement réservé n°29, en zone Ua, pour le **cheminement** piéton - dans le secteur Bâti-Bas.
- n°6.4 : Création de l'emplacement réservé n°32, en zone Ub, pour le **cheminement** piéton - dans le secteur le Prayer. Il s'agit de créer une jonction en direction de Saint-Hilaire en évitant le passage par la route RD30c. Certaines parties de ces tènements pourront aussi servir en période hivernale aux stationnements des véhicules et/ou au stockage de la neige.

² Le Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée

Modification n°7 : Concernant les stationnements et la circulation.

Le développement de la commune de Saint-Bernard s'est effectué le long de la route départementale RD30c, laquelle articule les différents hameaux de la commune.

Le réseau viaire ainsi que les possibilités de stationnement sont très contraints par la topographie de la commune ; et les problématiques liées à la voiture individuelle ont été identifiées dans l'orientation n°4 du PADD : « Intégrer la problématique du stationnement dans le cadre de l'existant et des nouveaux projets ».

Pour améliorer la possibilité du stationnement sécurisé sur la commune, les élus proposent les trois modifications suivantes :

- °7.1 : Extension de l'emplacement réservé n°17, dédié au **stationnement** (zone Ua et Ub) pour répondre au problème de stationnement, notamment en période hivernale - dans le secteur le Prayer,
- n°7.2 : Création l'emplacement réservé n°21, le long de la RD30 en zone Ua, pour le **stationnement** et pour sécuriser la circulation - dans le secteur les Pelloux.
- n°7.3 : Création de l'emplacement réservé n°24, en zone Ub, pour le **stationnement** - dans le secteur Guillots-le-Haut.
- n°7.4 : Création de l'emplacement réservé n°22, en zone Ua, pour **sécuriser la circulation** - dans le secteur les Pelloux.
- n°7.5 : Prolongement de l'emplacement réservé n°8, le long de la RD30 en zone Ua, pour l'élargissement de la voirie afin de **sécuriser la circulation** - dans le secteur les Pelloux.

Modification n°8 : Création de l'emplacement réservé n°30, en zone Ub, pour l'abribus - dans le secteur Bâti-Bas.

La compétence transport de Communauté de Communes du Grésivaudan (AOTU) organise et gère le transport des élèves sur son territoire par délégation du Conseil Général de l'Isère.

Aussi, la commune de Saint-Bernard du Touvet est desservie :

- Par le réseau Transisère qui dessert directement Saint-Bernard via la ligne 6550, reliant Grenoble, La Tronche, Meylan, Saint-Ismier et Saint-Hilaire-du-Touvet, entre autres.
- Par les bus saisonniers :
 - Ski bus : la commune est desservie par la ligne ski bus G32. C'est une ligne régulière durant la saison de ski. Elle permet de rejoindre le plateau des petites roches. Elle dessert également les communes de Saint-Pancrasse et Saint-Hilaire-du-Touvet.
 - Esti bus : ce bus dessert la commune durant la saison d'été.
- Par le transport à la demande « Allobus » :
 - G310 : de Saint-Bernard-du-Touvet à Saint-Nazaire-les-Eymes.
 - G 311 : Saint-Bernard-du-Touvet à Goncelin, en passant par Le Touvet.

Au travers l'orientation n°4 du PADD, la commune de Saint-Bernard-du-Touvet souhaite donner, entre autre, les conditions favorables à des déplacements alternatifs à la voiture, dont le bus. En phase avec cette orientation, les élus souhaitent instaurer un emplacement réservé n°30 pour aménager un abri-bus dans le secteur Bâti-Bas. La réalisation de cet équipement public est nécessaire pour garantir la sécurité et l'abri des utilisateurs du transport en commun.

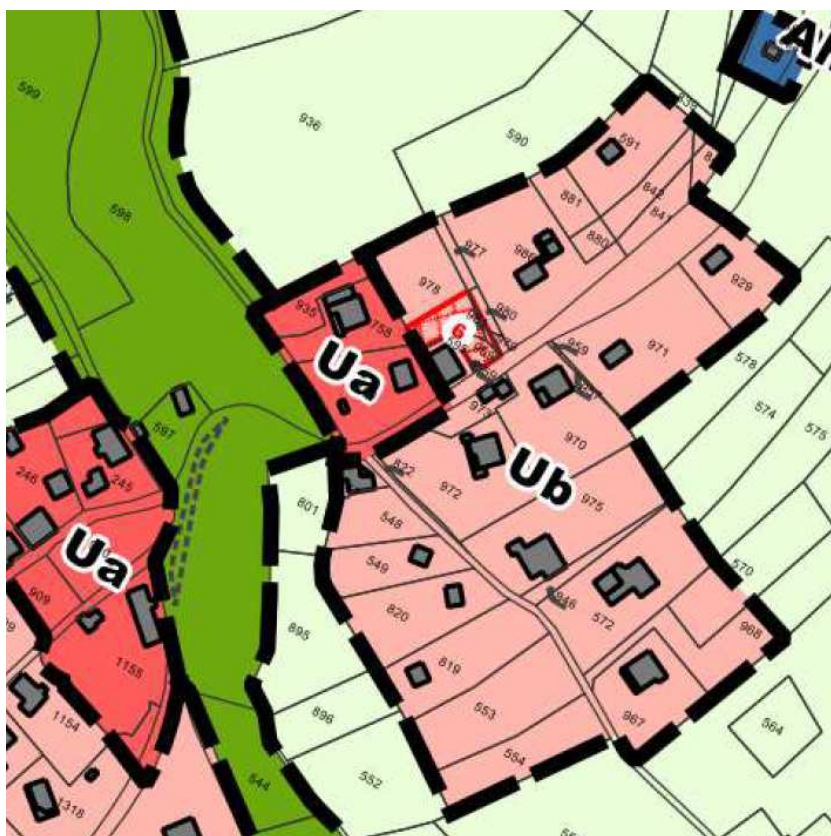
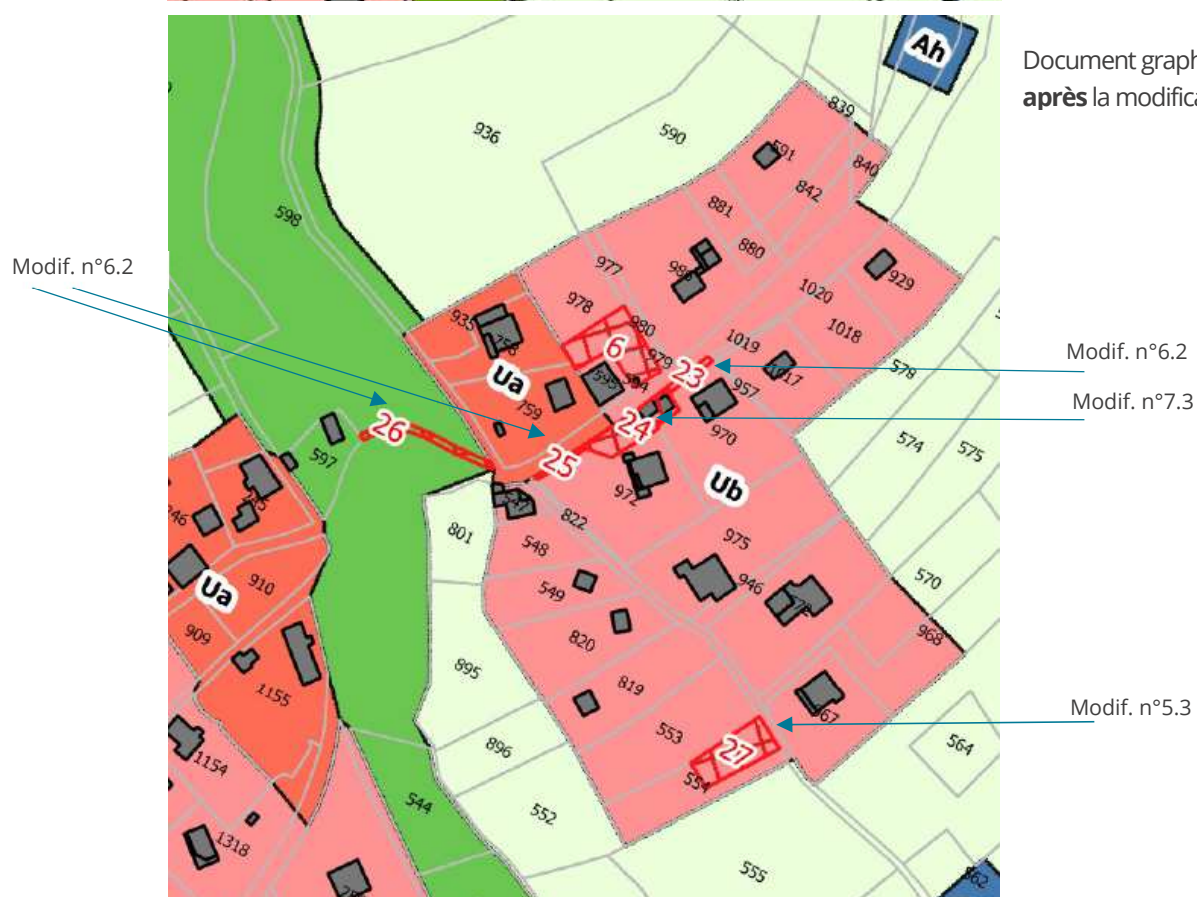
Modification n°9 : Relocalisation de l'emplacement réservé n°4 en zone Ub, pour le réservoir d'eau - dans le secteur Bâti-Haut.

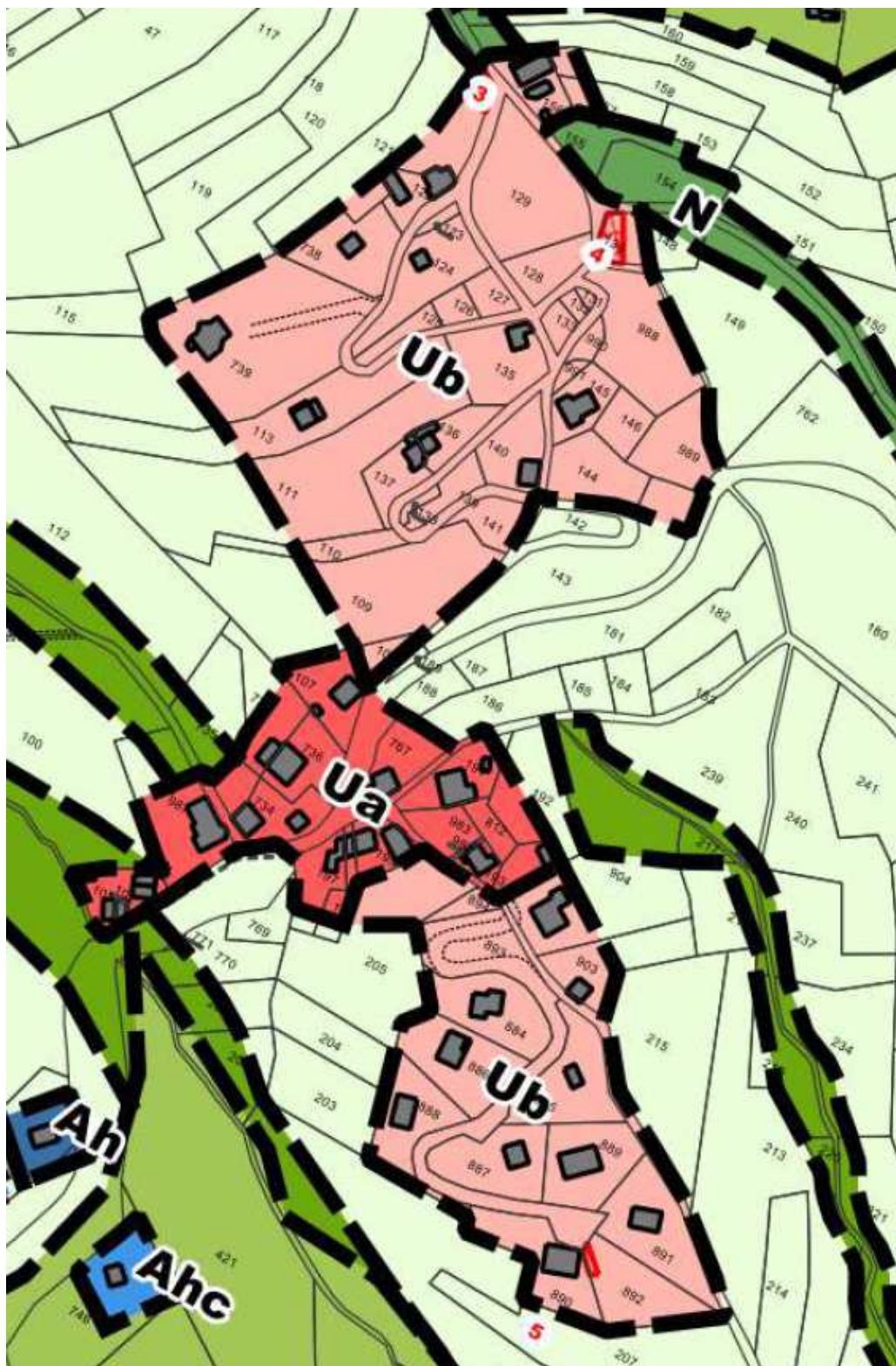
L'adduction en eau potable sur la commune de Saint-Bernard s'effectue par le biais de cinq captages et le stockage de l'eau se fait par le biais de quatre réservoirs :

- Réservoir du Prayer = 200 m³
- Réservoir du Guillot = 200 m³
- Réservoir de La Bâtie = 100 m³
- Réservoir de Saint-Michel/Marcieu = 230 m³

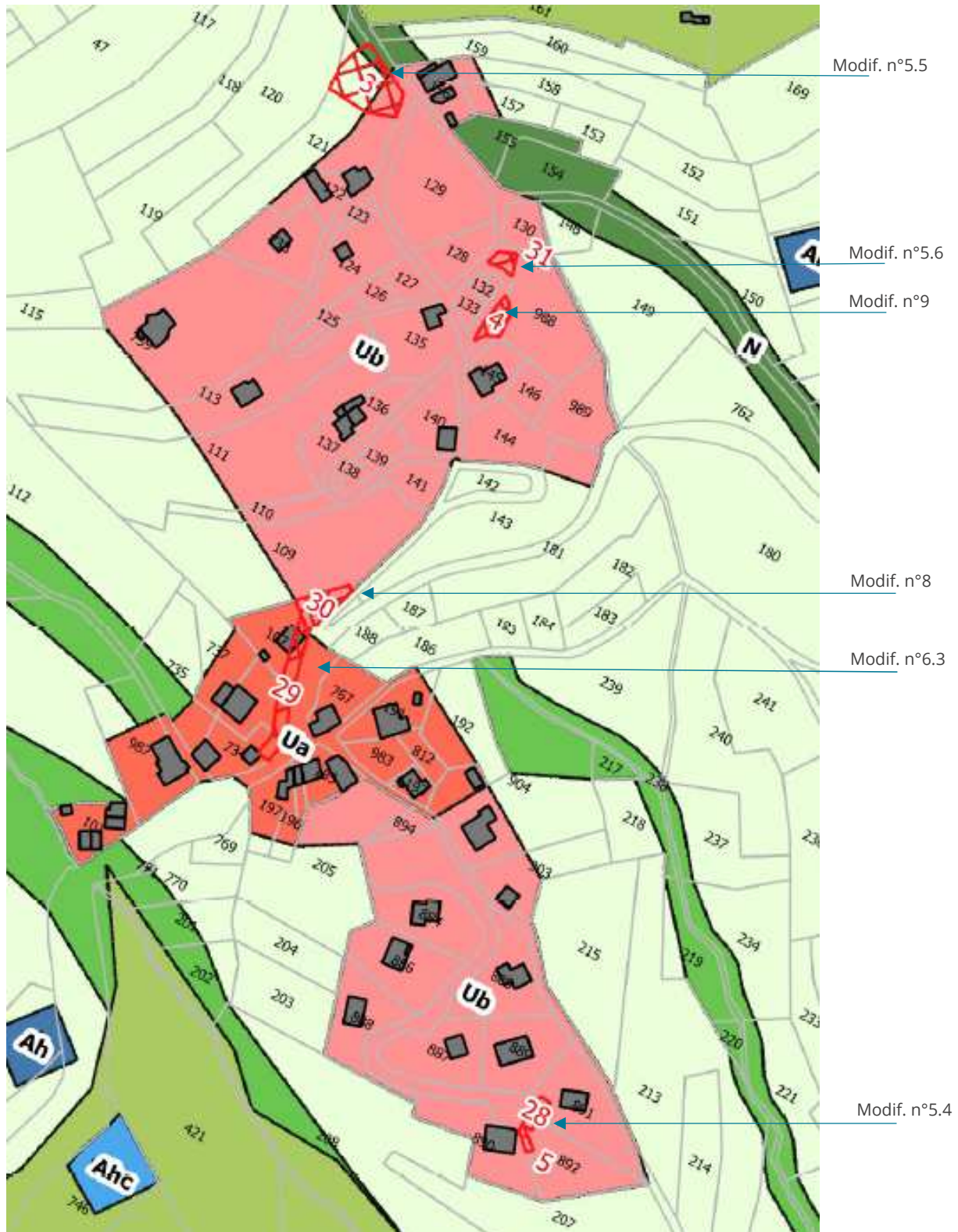
Les élus constatent que l'emplacement réservé pour le réservoir d'eau dans le secteur Bâti-Haut a été mal positionné sur la carte du zonage et souhaitent le relocaliser.

Extraits de documents graphiques **avant / après** la modification localisant les différents emplacements réservés inscrits dans le cadre de la présenté modification.

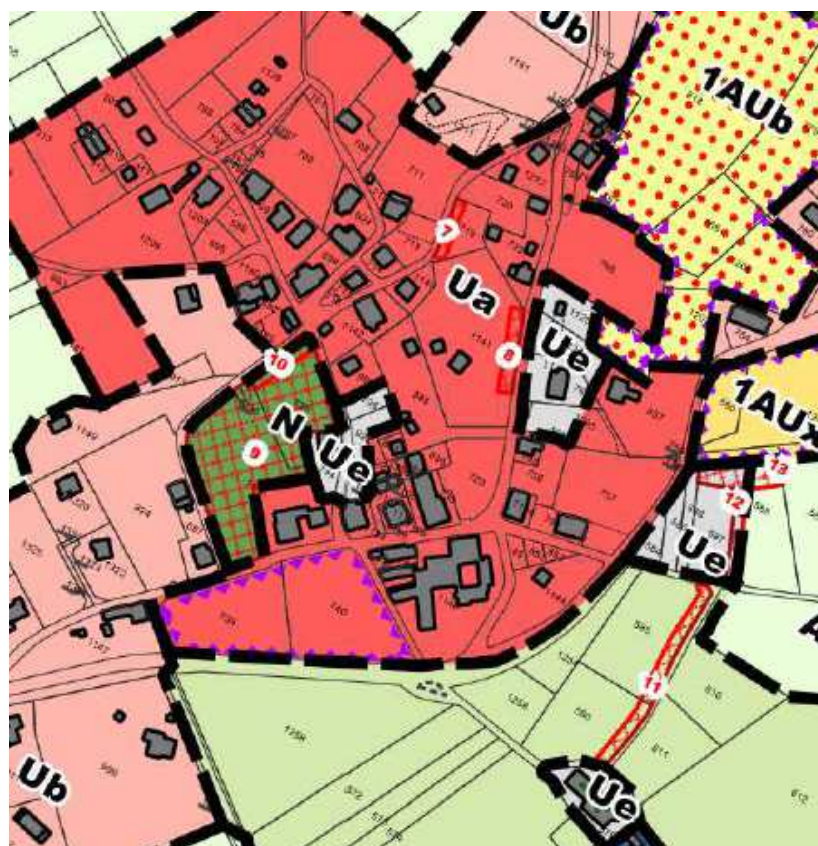
Document graphique
avant la modification



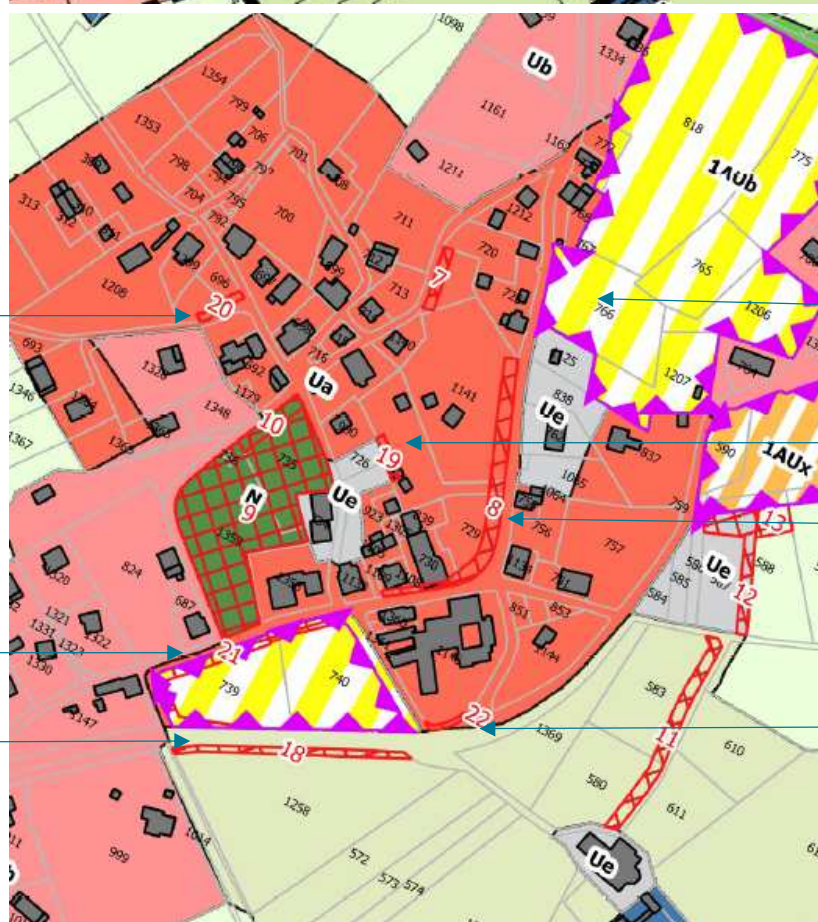
Document graphique **après** la modification



Document graphique **après** la modification



Document graphique
avant la modification



Document graphique
après la modification

Modif. n°5.2

Modif. n°10

Modif. n°5.1

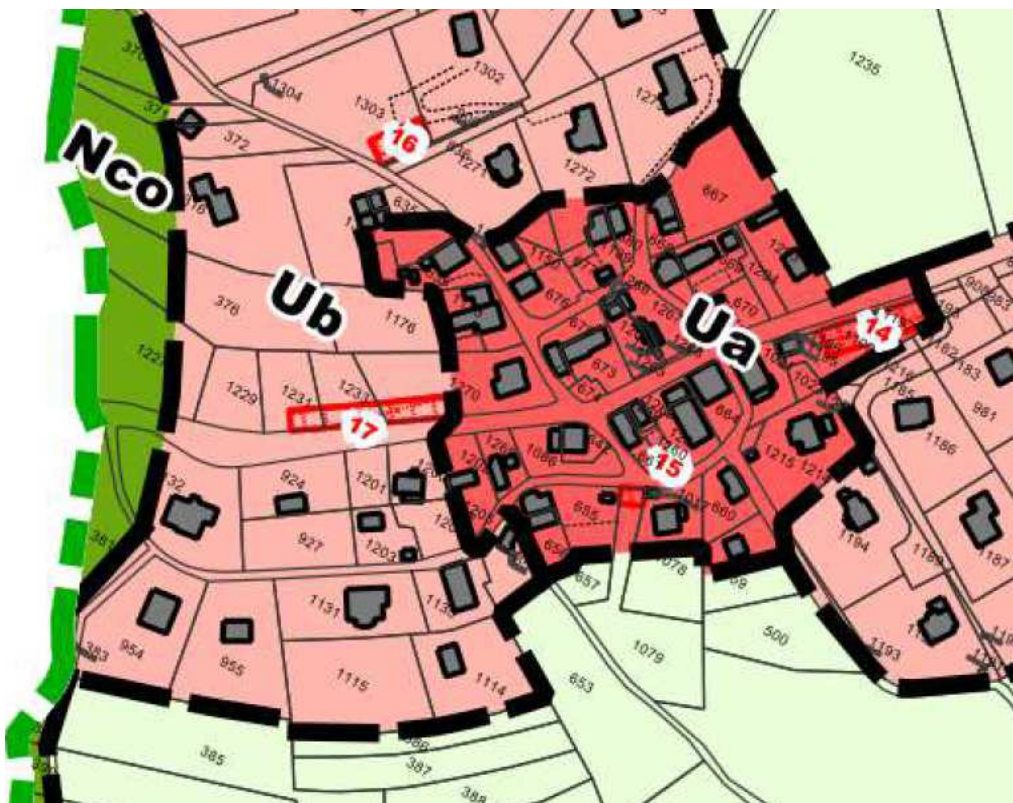
Modif. n°7.5

Modif. n°7.2

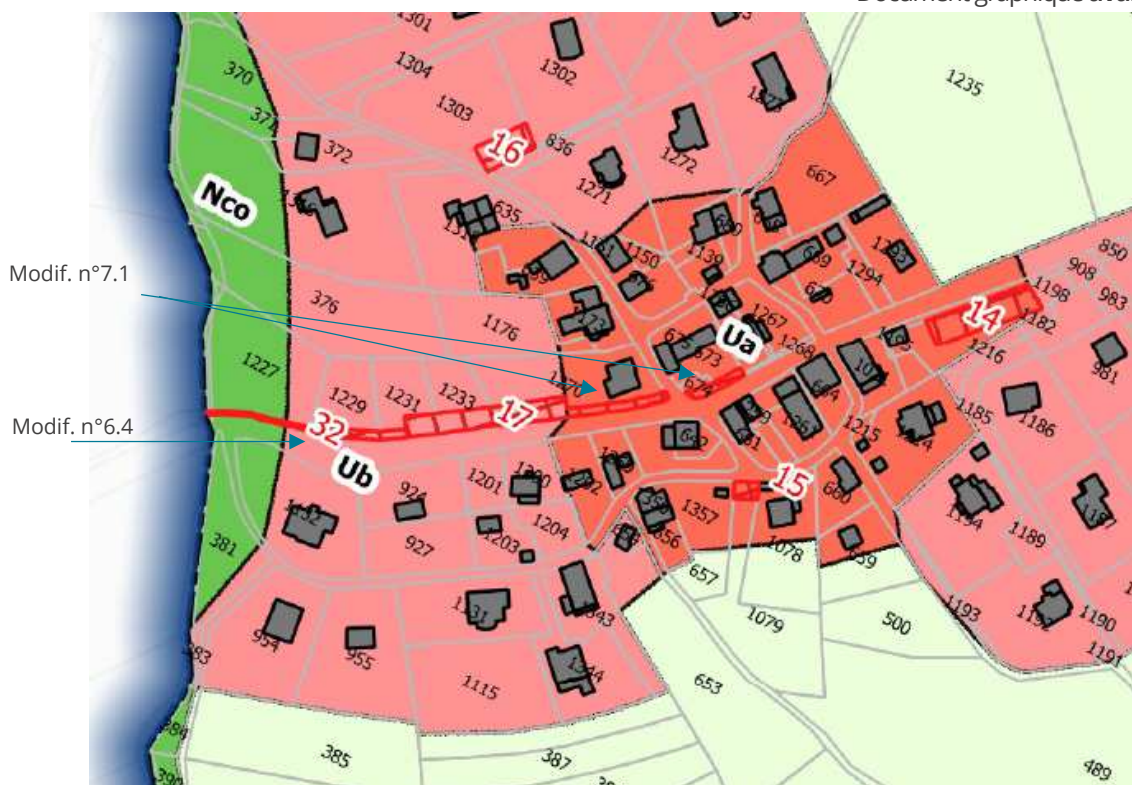
Modif. n°6.1

Modif. n°7.4

Document graphique **après** la modification



Document graphique **avant** la modification



Document graphique **après** la modification

EVOLUTIONS DES OAP

Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) sont des outils créés par la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (loi SRU) et précisées par la loi Urbanisme et Habitat. Elles constituent une partie à part entière du dossier PLU selon l'article L.123-1-4-1 du Code de l'urbanisme :

« 1. En ce qui concerne l'aménagement, les orientations peuvent définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune.

Elles peuvent comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants.

Elles peuvent porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager.

Elles peuvent prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics. »

Les trois OAP du PLU de Saint-Bernard-du-Touvet s'inscrivent en continuité du PADD. Elles visent à renforcer la centralité du chef-lieu, pour définir des projets qui optimisent le foncier et qui proposent des aménagements en lien avec la morphologie du secteur des Pelloux :

- OAP n°1 : vise extension durable,
- OAP n°2 : vise à optimiser un interstice central du tissu urbain,
- OAP n°3 : vise la création d'un espace dédié aux activités économiques.

Les OAP constituent des documents de référence qui expriment les ambitions de la collectivité publique sur le secteur en question en précisant les objectifs et les principes d'aménagement. Elles présentent des éléments de dialogue avec les opérateurs privés qui doivent, dans un rapport de compatibilité, respecter l'esprit desdites intentions. De plus, le règlement du PLU complète les conditions d'aménagement des secteurs concernés.



Localisation des OAP du secteur des Pelloux

A présent, les élus souhaitent apporter des modifications aux OAP n°1 et n°2.

Modification n°10 : Concernant l'OAP n°1, dans la zone 1AUb : Faire évoluer les orientations et intégrer une parcelle attenante.

L'OAP n°1, qui se situe près de la mairie sur un tènement d'environ 2 hectares, constitue l'opportunité d'un renforcement urbain de la partie centrale de la commune. Ce tènement est attenant à une parcelle communale qui en conditionne l'accès à la route du Col de Marcieu (la RD30c). Afin de pouvoir organiser le futur projet en tenant compte de l'ensemble des opportunités foncières disponibles dans ce secteur, les élus souhaitent :

- Intégrer la parcelle communale n°766 au périmètre de l'OAP et la reclasser. Cette parcelle qui fait actuellement partie de la zone Ua, sera classée en 1AUb, comme l'ensemble du tènement de l'OAP n°1.
- Simplifier le schéma d'aménagement de cette OAP. Pour laisser plus de liberté aux futurs concepteurs seront indiqués graphiquement, uniquement les principes d'accès pour les voitures, pour les piétons, et pour le stationnement auprès de la RD30c. Des emplacements de futures constructions, et les dessertes internes du projet ne seront pas indiqués.
- Supprimer l'indication du « secteur de mixité sociale » qui figure sur la carte du zonage. L'attention d'une urbanisation dans la logique de la mixité sociale demeure inchangée et l'exigence de réaliser un programme de logements intégrant au minimum 20 % de logements sociaux restera inscrit dans l'OAP.
- D'apporter quelques précisions concernant les accès pour les voitures et pour les piétons.
- Supprimer l'exigence d'implantation des locaux dédiés aux activités. Suite à la création d'une commune nouvelle, avec la commune voisine de Saint-Hilaire-du-Touvet, la répartition des zones d'activités sur le nouveau territoire est revue.

Pour prendre en compte ces changements, une modification sera apportée sur les cartes du zonage, dans le règlement écrit et dans le fascicule de l'OAP, lequel définit les dispositions suivantes :



Objectif général : Organiser l'extension des Pelloux à travers un projet mixte (Habitat, Activités) venant se « greffer » harmonieusement sur le noyau ancien

- Le tènement de l'OAP n°1 sera aménagé dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble portant sur la totalité du périmètre.
- L'urbanisation de ce tènement se fera dans une logique de mixité sociale pour développer un habitat diversifié répondant au parcours résidentiel des ménages.
- Inscrire harmonieusement le projet dans son paysage et dans son environnement. Concevoir le projet dans l'esprit « d'un ecoquartier de montagne ».
- Créer des espaces publics de rencontre s'appuyant sur une mise en réseau par des cheminements piétons.

Implantation des constructions

- Aménager et bâtir en se servant de la topographie (des pentes), pas de villas isolées, pas de grosses maisons, pas des formes bâties alignées, bâtiments non parallèles aux voiries.
- Privilégier des formes d'habitat « à caractère de montagne » afin de se raccorder harmonieusement au tissu urbain existant.
- Créer des fronts bâtis perméables ménageant des échappées visuelles.

Dessertes et stationnements

-  Deux accès pour les voitures : une par le « haut » depuis la route RD30c, et l'autre par le « bas » depuis la route des Benoîts.
- Les voiries internes seront parallèles aux courbes de niveaux, elles tiendront compte de la topographie du site. Pas de cul de sac, éviter des voiries en « raquette ».
-  Le parking auprès de la RD30c, pour une mise à distance de la deuxième voiture du logement ainsi que les stationnements visiteurs.

Connexion douce


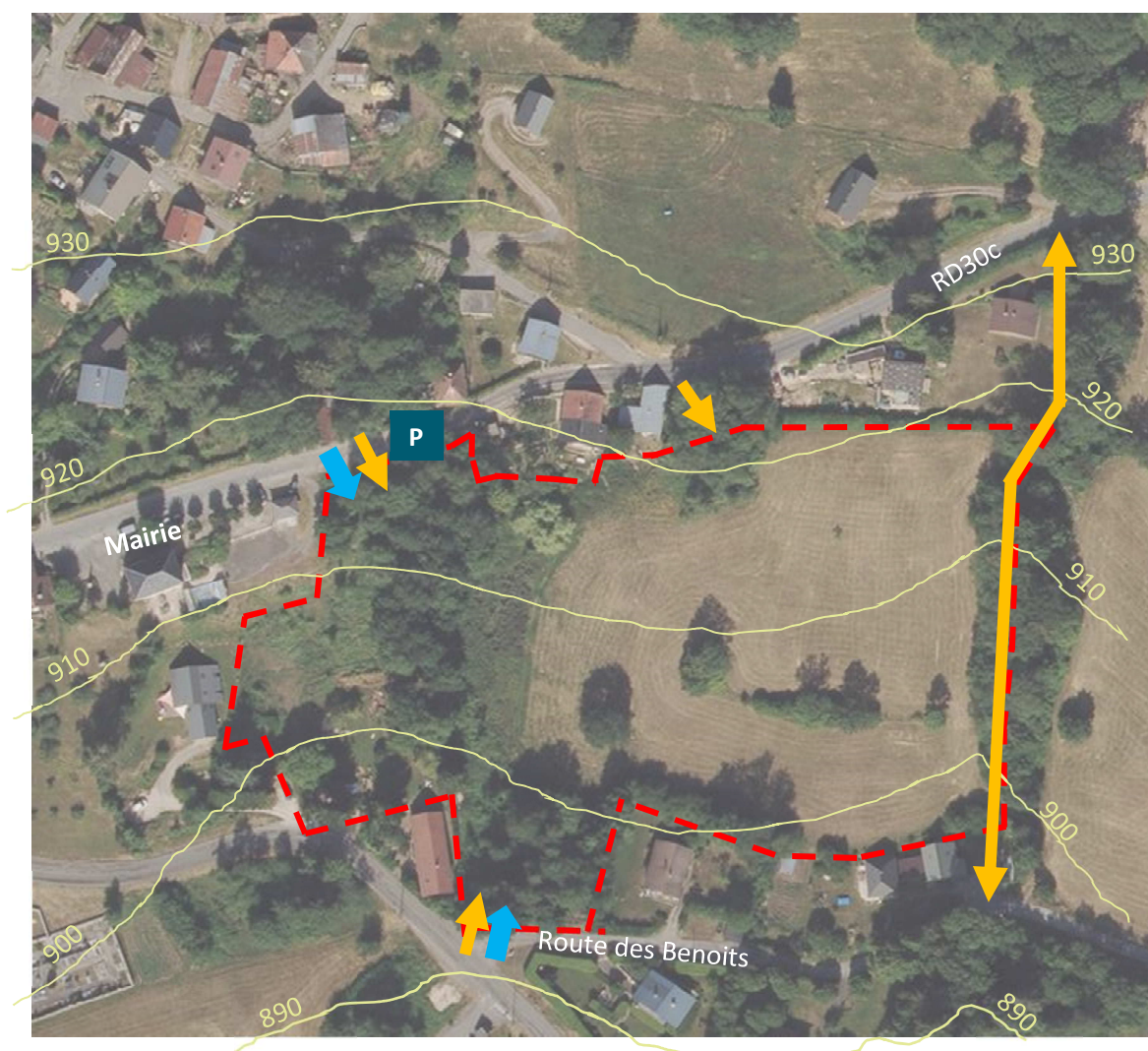
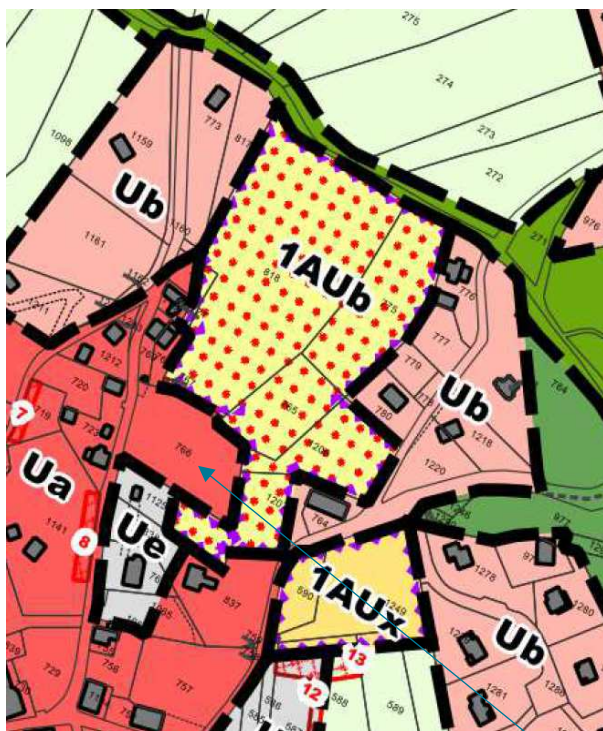
-  Les liens physiques avec le village : en direction Sud (vers la mairie) et en direction Est-Ouest (vers la RD30c et vers la route des Benoîts).

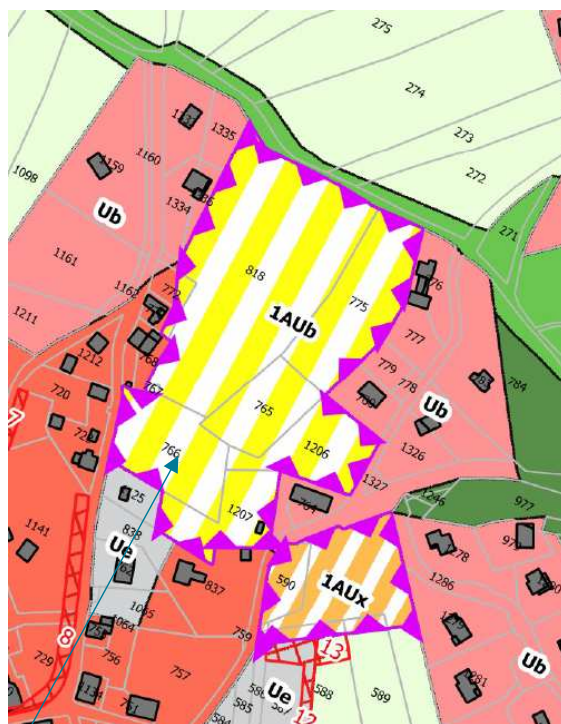
Schéma de composition de l'OAP n°1



Modification graphique



Document graphique **avant** la modification



Document graphique **après** la modification

La parcelle n°766

Modification n°11 : Concernant l'OAP n°2, dans la zone Ua : Faire évoluer les orientations.

L'OAP n°2, concerne un interstice central du tissu urbain des Pelloux et constitue la propriété du monastère des Bernardines d'Esquermes. Ce tenement en pente est accessible dans la partie basse depuis la route des trois villages (la RD30) et dans la partie haute depuis la route des 22 Martyrs (la RDf) qui s'articule avec la route du Col de Marcieu (la RD30f).

Le schéma d'aménagement retenu lors de l'élaboration du PLU ne satisfait pas les élus qui souhaitent :

- Préserver la vue depuis la route des 22 Martyrs en direction Ouest, vers l'église de Saint-Bernard, le repaire identitaire de la commune.
- Simplifier le schéma d'aménagement de cet OAP. Pour laisser plus de liberté aux futurs concepteurs des emplacements les futures constructions ne seront pas indiqués.
- De proposer deux emplacements réservés (n°21 et n°22) pour sécuriser la circulation et pour organiser des places de stationnement le long de la route des 22 Martyrs (points de la modification n°7.2 et n°7.4 présentés ci-avant).
- D'exclure du périmètre de l'OAP le chemin communal qui se trouve dans le prolongement du chemin Montbrun ainsi qu'une bande du terrain dédié à l'aménagement des places de stationnement qui sont indispensables pour le bon fonctionnement du monastère.
- D'apporter quelques précisions concernant : les accès pour les voitures et pour les piétons, ainsi que à propos de la préservation de la vue depuis la rue des 22 Martyrs.

Pour prendre en compte ces changements, une modification sera apportée sur les cartes du zonage, dans le règlement écrit et dans le fascicule de l'OAP. Afin de pouvoir mieux encadrer le futur projet, le tenement concerné, classé actuellement en zone Ua, sera reclassé en zone d'urbanisation 1AUb (dont l'aménagement doit être fait dans le cadre d'une opération d'ensemble portant sur la totalité du périmètre) et dans le fascicule de l'OAP les dispositions seront les suivantes :

Objectif général : Réinvestir un espace interstitiel stratégique du centre ancien.

- Le tenement de l'OAP n°2 sera aménagé dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble portant sur la totalité du périmètre.
- Développer un projet d'habitat optimisant un foncier central et stratégique.
- Recomposer un paysage ouvert et relié en s'appuyant sur des perméabilités piétonnes.
- Donner un cadre bâti structurant à la route départementale.

Implantation des constructions

- Regroupement de l'habitat, à l'image de la forme urbaine du hameau ancien.



Principes paysagers et urbains

- Préserver la vue depuis la rue des 22 Martyrs en direction de l'Ouest, vers l'église de Saint Bernard, le repaire identitaire de la commune. Ainsi, dans la partie de l'OAP qui se trouve dans le prolongement du parc paysager public (l'emplacement réservé n°9) les constructions pourront être implantées de façon à ne pas dépasser l'altitude de la chaussée de la rue des 22 Martyrs.

Habitat intermédiaire

- Privilégier des formes d'habitat « à caractère de montagne » afin de se raccorder harmonieusement au tissu urbain existant.
- Création au minimum 7 logements groupés.

Dessertes et stationnements

- Pas de nouvelle voirie créée.
-  Accès possibles : par le haut depuis la route des 22 Martyrs et/ou par le « bas » depuis la route RD30.
-  Parking le long de la rue des 22 Martyrs. Ce parking devra faire l'objet d'un traitement paysager.

Espaces publics et connexion douce


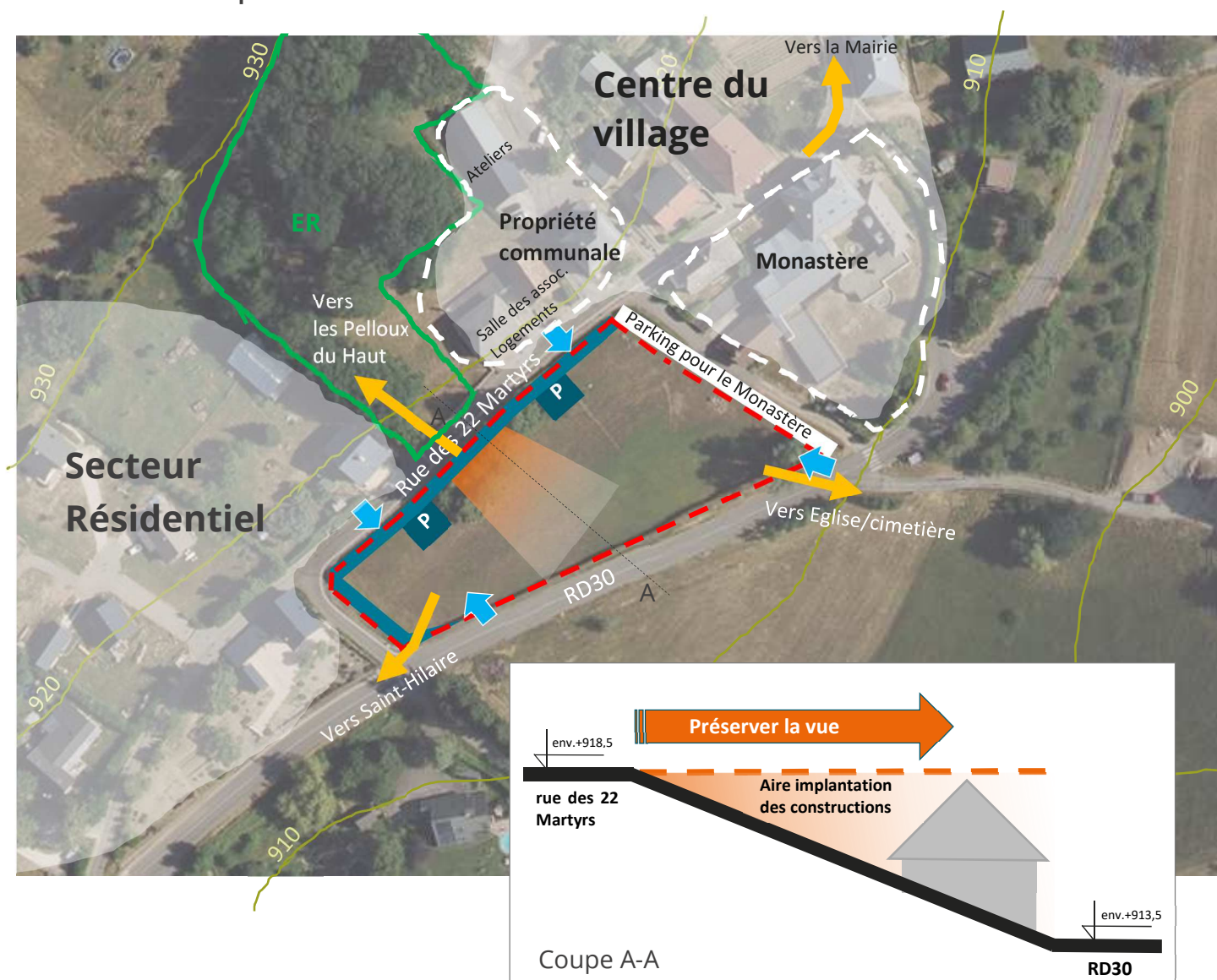
- Création d'espaces verts collectifs d'agrément faisant le lien entre les secteurs Nord et Sud.
-  Assurer des liens physiques avec le village : en s'appuyant sur une mise en réseau par des cheminements piétons.

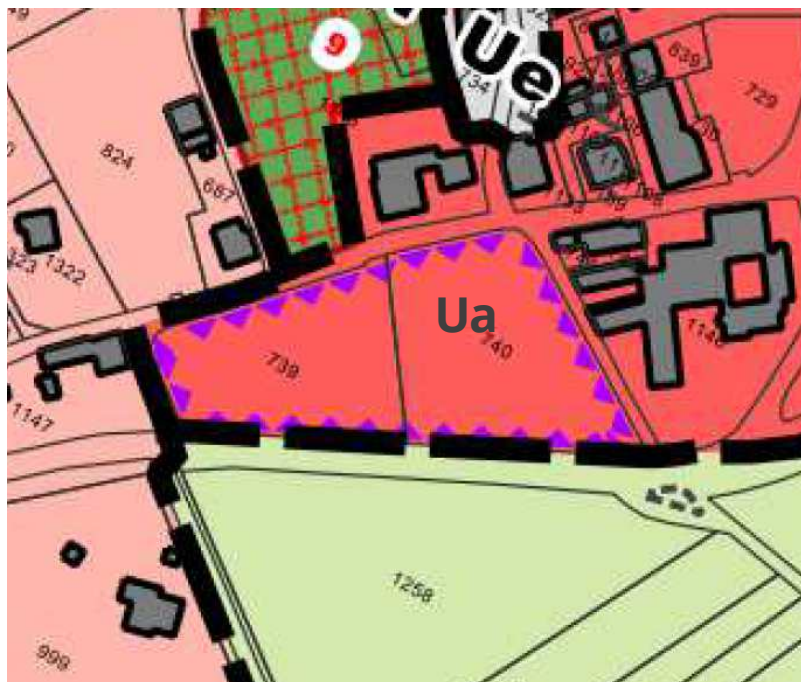
Schéma de composition de l'OAP n°2



A cette occasion, les élus souhaitent corriger aussi une erreur matérielle concernant les conditions d'urbanisation qui figurent dans le 1^{er} chapitre du règlement concernant la zone 1AU (qui intègre 1AUb et 1Aux), où il y est écrit que « Les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévue par le Projet d'Aménagement et de Développement Durable et le Règlement ».

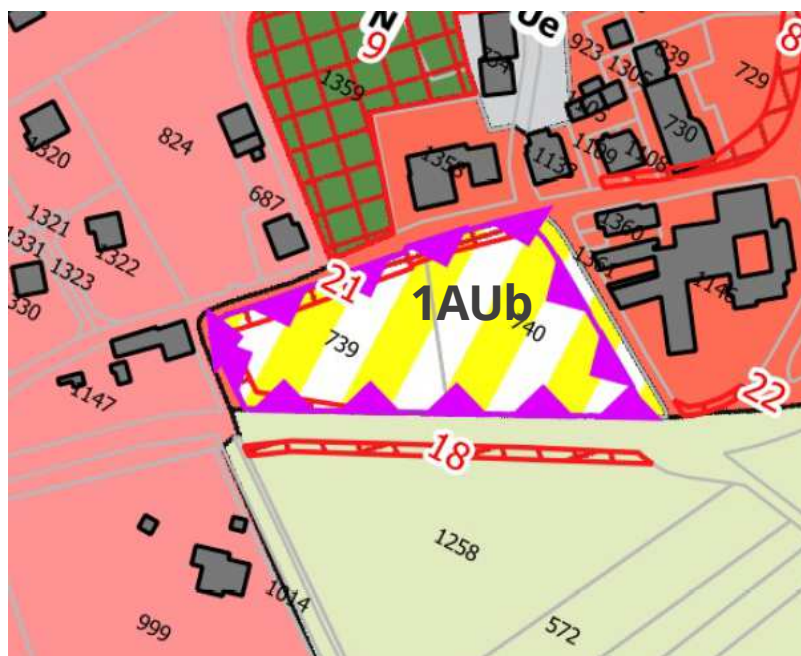
En effet, cette phrase conduit aux interprétations erronées, car dans la zone 1AUb, conformément à l'article AU2 définissant les « Occupations ou utilisations du sol soumises à des conditions particulières ») la zone 1AUb doit être aménagé dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble portant sur la totalité du périmètre.

Modification graphique



Document graphique **avant** la modification

Document graphique **après** la modification



EVOLUTION DES SURFACES.

En outre, le tableau d'évolution des surfaces est modifié pour prendre en compte le changement de zonage en conséquence des modifications n°10 et n°11 (voir ci-avant).

Par ailleurs, le calcul des surfaces des zones a permis d'identifier et de corriger quelques imprécisions qui figurent dans le Rapport de présentation du PLU, concernant :

- la surface de la zone Ua : 12,19 ha dans le PLU, au lieu de 17.43 ha ; soit la différence de 5.24 ha.
- la surface de la zone 1AUb : 1.78 ha dans le PLU, au lieu de 3.33 ha ; soit la différence de 1.55ha.
- la surface de la zone Np : 68.91 ha dans le PLU, au lieu de 65.4 ha ; soit la différence de 3.5 ha.
- la surface de la commune : 2 106.02 ha dans le PLU, au lieu de 2 156,29 ha : la différence de 50.27 ha.

ZONAGE	Superficie des zones dans le PLU	Différence à corriger	Superficie corrigées avant la modification n°1	Superficie après la modification n°1	Evolution
	superficie en hectares				
Ua	12.19	+ 5.24	17.43	16.65	- 0.77
Ub	33.16		33.16	33.16	
Ue	1.14		1.14	1.14	
Ut	2.05		2.05	2.05	
TOTAL ZONES URBAINES	48.53	+ 5.24	53.77	53.00	- 0.77
1AUb	1.78	+ 1.55	3.33	2.55	+ 0.77
1Aux	0.40		0.40	0.40	
2AUt	1.45		1.45	1.45	
TOTAL ZONES À URBANISER	3.63	+ 1.55	5.18	4.40	+ 0.77
A	341.63		341.63	341.63	
Ah	3.12		3.12	3.12	
Ahc	0.87		0.87	0.87	
As	26.78		26.78	26.78	
TOTAL ZONES AGRICOLES	372.40		372.40	372.40	
N	1453.25		1 453.25	1453.25	
Nco	149.50		149.50	149.50	
NI	54.85		54.85	54.85	
Nla	3.50		3.50	3.50	
Np	68.91	- 3.50	65.40	65.40	
17 299 934	1 729.99	+ 3.50	1 726.49	1726.49	
TOTAL SUPERFICIE COMMUNE (voiries incluses)	2 106.02	+ 50.27	2 156.29	2156.29	

EVOLUTION DES EMPLACEMENTS RESERVES

Liste des emplacements réservés aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général et aux espaces verts avant la modification du PLU.

Numérotation des ER	Désignation	Destinataires	Surfaces (m²)	Parcelles
ER 1	Parking pour activités touristiques -Stockage de neige	Commune	892	
ER 2	Stockage de neige	Commune	203	A0592 / 0A0141 A0140
ER 3	Stockage de neige	Commune	138	B0121
ER 4	Réservoir d'eau existant sans maîtrise foncière communale	Commune	164	B0130
ER 5	Stockage de neige	Commune	34	B0892
ER 6	Parking - aménagement de surface	Commune	521	B0978 / B0981 / B0969 B0594
ER 7	Stockage de neige	Commune	157	C0719
ER 8	Parking, élargissement de la voirie (sécurisation)	Commune	300	C1141
ER 9	Parc paysager public	Commune	4377	C0735 / C0736 / C1359
ER 10	Stockage de neige	Commune	249	C0735
ER 11	Parking	Commune	643	C0580 / C0583
ER 12	Cheminement piéton - Aménagement de surface	Commune	550	C0588
ER 13	Stockage de neige	Commune	227	C0588
ER 14	Parking	Commune	366	C1199
ER 15	Stockage de neige	Commune	50	C1079
ER 16	Stockage de neige	Commune	179	C1303
ER 17	Parking	Commune	399	C1231 / C1233 / C1270

Extrait du règlement graphique – Liste des ER pour voies et ouvrages publics, installations d'intérêt général à créer ou modifier et espaces verts à créer ou modifier (L151-41-1°, 2° et 3°) - avec surfaces impactées

La création des 15 emplacements réservés (de n°18 à n°31), l'extension des emplacements réservés n°8 et n°17 et la relocalisation des emplacements réservés n°3 et n°4 ont pour effet de modifier le tableau des emplacements réservés de la manière suivante :

Numérotation des ER	Désignation	Destinataires	Surfaces (m²)	Parcelles
ER 1	Parking pour activités touristiques -Stockage de neige	Commune	892	
ER 2	Stockage de neige	Commune	203	A0592 / 0A0141 A0140
ER 3	Stockage de neige	Commune	594	B0121
ER 4	Réservoir d'eau existant sans maîtrise foncière communale	Commune	136	B0988
ER 5	Stockage de neige	Commune	34	B0892
ER 6	Parking - aménagement de surface	Commune	521	B0978 / B0981 / B0969 B0594
ER 7	Stockage de neige	Commune	157	C0719
ER 8	Parking, élargissement de la voirie (sécurisation)	Commune	925	C1109 / C1108 / C0730 C0729 / C0988 / C1141
ER 9	Parc paysager public	Commune	4377	C0735 / C0736 / C1359
ER 10	Stockage de neige	Commune	249	C0735
ER 11	Parking	Commune	643	C0580 / C0583
ER 12	Cheminement piéton - Aménagement de surface	Commune	550	C0588
ER 13	Stockage de neige	Commune	227	C0588
ER 14	Parking	Commune	366	C1199
ER 15	Stockage de neige	Commune	50	C1079
ER 16	Stockage de neige	Commune	179	C1303
ER 17	Parking	Commune	567	C1231 / C1233 / C1270 C0674 / C0673
ER 18	Cheminement piéton	Commune	371	C1258
ER 19	Stockage de neige	Commune	91	C0988
ER 20	Stockage de neige	Commune	99	C0695 / C0696
ER 21	Parking	Commune	684	C0739
ER 22	Aménagement des abords (sécurisation)	Commune	53	C1146
ER 23	Cheminement piéton	Commune	52	B0970
ER 24	Parking	Commune	347	B0973
ER 25	Cheminement piéton	Commune	32	B0972
ER 26	Cheminement piéton	Commune	133	B0598
ER 27	Stockage de neige	Commune	400	B0554
ER 28	Stockage de neige	Commune	73	B054
ER 29	Cheminement piéton	Commune	349	B0767 / B0736 / B0734
ER 30	Abribus	Commune	221	B0108
ER 31	Stockage de neige	Commune	73	B0988
ER 32	Cheminement piéton	Commune	136	C1227 / C1229 / C1231

Extrait du règlement graphique – Liste des ER pour voies et ouvrages publics, installations d'intérêt général à créer ou modifier et espaces verts à créer ou modifier (L151-41-1°, 2° et 3°) - avec surfaces impactées

INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

En général, tout développement urbain engendre des impacts négatifs sur l'environnement : consommation du foncier non bâti (espace agricole ou naturel), accroissement de la consommation d'énergie (déplacements, chauffage...) et donc accroissement de la pollution atmosphérique, augmentation des effluents, imperméabilisation des sols.

La présente modification concerne essentiellement les corrections graphiques des emplacements réservés pour sécuriser les déplacements des piétons, pouvoir assurer le conditionnement de stationnement et de déneigement. Il s'agit aussi de quelques reformulations/précisions dans le règlement écrit, afin d'assurer la meilleure intégration des constructions dans leur environnement.

Les projets de logements envisagés (point n°10 et n°11 de la modification) sont encadrés par les OAP n°1 et n°2, ainsi que par une servitude de mixité sociale dans l'OAP n°2. Ces OAP définissent des cadres d'aménagements allant dans le sens d'une consommation raisonnée de l'espace et au regard des exigences paysagères.

L'impact du développement urbain de la commune de Saint-Bernard-du-Touvet sur la consommation d'espace non bâtis a été pris en compte dans le cadre de l'élaboration de son PLU approuvé le 18 décembre 2013, les tènements concernés par la modification présente ne constituent pas de réels potentialités agricoles.

Résumé : Plusieurs modifications en cohérence avec les objectifs du PLU



L'AGENCE
D'URBANISME DE LA RÉGION GRENOBLOISE

CONTACT : Jan Kaczorowski
Tél. 0476288633
jan.kaczorowski@aurg.asso.fr

21 rue Lesdiguières
38 000 Grenoble
04 76 28 86 00
accueil@aurg.asso.fr
www.aurg.org

— V — V — V — V — V —
OBSERVER PLANIFIER PROJETER ANIMER PARTAGER

